



Prisonniers politiques palestiniens : le point sur la situation au 23 août 2023

Description

Par l'Agence Média Palestine, le 23 août 2023

Depuis plusieurs semaines, les conditions de survie des prisonniers politiques palestiniens dans les geôles israéliennes se durcissent, alors que de nombreux prisonniers ont lancé une grève de la faim illimitée.

- 
- 

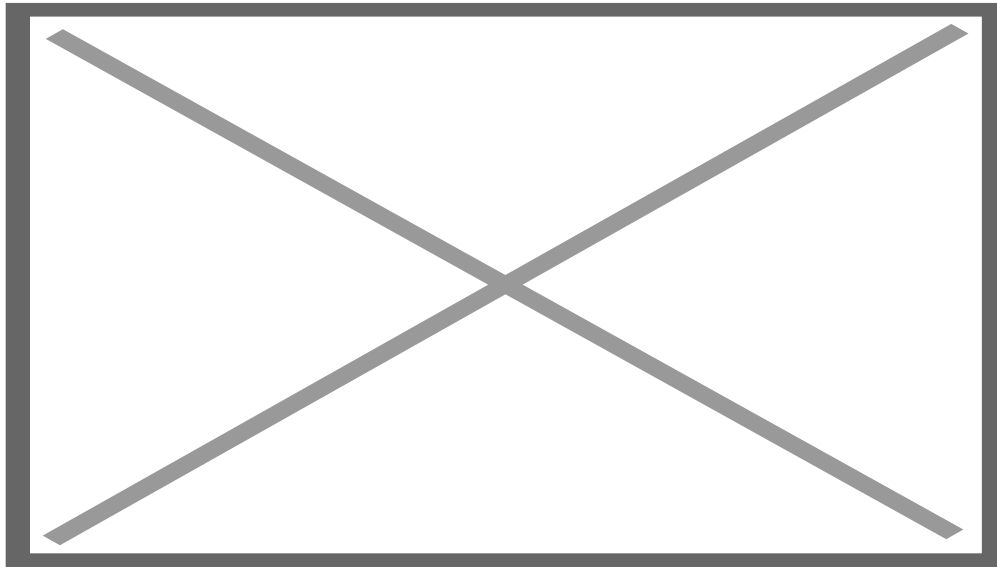
C'est au soir du 17 août que plus de mille prisonniers politiques palestiniens incarcérés dans les prisons israéliennes ont entamé une grève de la faim collective et illimitée pour protester contre l'agression des prisonniers par les services pénitentiaires israéliens dans de nombreuses prisons. A ce moment, en effet, une série de raids particulièrement violents étaient menés par les unités de répression israéliennes sur les chambres des prisonniers des sections 3, 4 et 26 de la prison israélienne du Naqab, où plusieurs centaines de Palestiniens tentent de survivre. La grève de la faim fait également suite, pour 75 des grévistes, à des transferts arbitraires et forcés d'une prison à l'autre.

Ces raids et transferts ont eu lieu après la visite, à la prison du Nagev, du ministre israélien de la Sécurité, Itamar Ben-Gvir, qui a déclaré que les prisonniers palestiniens disposaient de trop de temps de loisir dans la cour, demandant instamment ce que les heures d'exposition à la lumière de soleil des prisonniers soient drastiquement réduites.

Pour réprimer les grévistes, les services pénitentiaires israéliens ont placé, dès le 17 août, 75 prisonniers à l'isolement.

Si le Palestinian prisoners movement, leader de la grève, a annoncé dès le 18 août suspendre la grève collective après que l'administration pénitentiaire israélienne aient accédé à leurs demandes concernant la fin des attaques et des transferts forcés, de nombreux prisonniers politiques ont décidé de poursuivre leur grève.

Ces grèves de la faim mettent en lumière la politique et la stratégie pénitentiaire israéliennes : tuer toute résistance aux politiques coloniales et d'apartheid en garantissant une mort lente aux prisonniers. Pour cela, les geôles israéliennes imposent des conditions de survie inhumaines et contraires au droit international, coupent tous les liens communautaires et familiaux des prisonniers en les transférant sans cesse, les empêchent de voir leurs familles, les humilient et les attaquent dans le cadre de raids réguliers dans les cellules. Ces attaques violentes à la dignité des détenus, couplées à une politique d'arrestation arbitraire et à une répression de grande ampleur en cas de protestations, garantissent un réel pouvoir de vie ou de mort des autorités israéliennes sur les prisonniers politiques palestiniens, et ce dans l'impunité la plus totale.



Les prisonniers politiques palestiniens luttent également contre la détention administrative. Le 2 août, deux prisonniers (Kayed Al-Fasfous et Sultan Khlouf) placés en détention administrative, sans charge ni procès, ont entamé une grève de la faim pour protester contre ce mode d'arrestation et de détention arbitraire. Quatre jours plus tard, le 6 août, Osama Daqrouq, également détenu administrativement, se met en grève de la faim.

Le 11 août 2023, six autres détenus rejoignent le mouvement de grève de la faim pour renforcer les protestations contre la détention administrative. Il s'agit d'Hadi Nazzal, Mohammad Taysir Zakarneh, Anas Kmail, Abderrahmane Baraka, Mohammad Basem Ikhmais et Zuhdi Abdo. Le 14 août, quatorze autres détenus administrativement se sont également mis en grève de la faim tandis que quatre des grévistes ont suspendu leur grève, qui aura duré 16 jours.

Un quart des 5100 prisonniers politiques palestiniens, selon Addameer, sont aujourd'hui en détention administrative, et ne font donc l'objet d'aucune inculpation.

Si le recours à la détention administrative constitue la pierre angulaire du système d'arrestation et de répression israélien, la répression sous forme d'isolement forcé, dont sont victimes les personnes administrativement détenues, illustre une réelle volonté de tuer dans l'oeuf toute forme de résistance collective et de prise de conscience des intérêts communs des détenus.

Aujourd'hui, 5100 prisonniers politiques palestiniens se trouvent dans les geoles israéliennes, parmi lesquels 165 enfants et 33 femmes. Depuis 1967, plus d'un million de Palestiniens, soit un tiers de la population de Cisjordanie, Gaza et Jérusalem, ont été arrêtés par les forces israéliennes selon plusieurs groupes de défense des droits des détenus, dont Addameer.

Parmi ces milliers de prisonniers, quelques cas sont devenus emblématiques, à l'image de celui de Walid Daqqah. Ce prisonnier palestinien souffre d'un cancer en phase terminale, et ne bénéficie pas des soins médicaux adaptés en prison, notamment parce que les services pénitentiaires palestiniens ont refusé la greffe de moelle osseuse qui aurait pu améliorer son état. Le 16 août 2023, Amnesty International a demandé aux autorités israéliennes de le libérer.

La politique israélienne de détention fait écho à la stratégie d'arrestation et de procès arbitraire. Le défenseur des droits humains Sami Huraini est l'une des victimes de cette stratégie. Jugé par un tribunal militaire israélien le 22 août et déclaré coupable de deux chefs d'accusation pour une manifestation pacifique organisée en 2021, il passera devant un dernier juge militaire le 30 octobre.

Tags

1. daqqah
2. greve
3. greve de la faim
4. hunaini
5. prisonniers
6. prisonniers politiques

date création

2023/08/23